

1^{re} JOURNÉE DE LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE ET NUMÉRIQUE

Croissance partagée
et développement responsable :
les conditions de la stabilité du monde
et de l'espace francophone

Organisation internationale de la Francophonie, Paris
Mercredi 14 septembre 2016



CONTEXTE

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) organise le 14 septembre 2016 à Paris, la première journée de la Francophonie économique et numérique (JFEN). Elle sera placée sous la présidence de Mme Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la Francophonie et se tiendra en salle Senghor au siège de l'OIF.

Faisant suite à la création de la Direction de la Francophonie économique et numérique (DFEN), cette journée a pour objectif d'accompagner la préparation du XVI^e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie qui se tiendra à Madagascar les 26 et 27 novembre sur le thème : **« Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone »**.

Il s'agira également, à partir d'échanges entre différents acteurs de l'espace francophone (ministres, chefs d'entreprises, directeurs d'agences de développement, chercheurs, membres de la société civile), de nourrir une réflexion prospectiviste au travers de quatre sessions :

- **les entreprises et les territoires ;**
- **la diplomatie commerciale francophone ;**
- **le numérique ;**
- **la transformation structurelle des économies de l'espace francophone.**

À noter enfin que les travaux de cette journée donneront lieu à la rédaction d'un livre blanc en vue du prochain Sommet de la Francophonie.

La Direction de la Francophonie économique et numérique (DFEN) a pour ambition de contribuer à la promotion d'une croissance inclusive et d'une transformation structurelle, créatrices d'emplois pérennes au sein de l'espace francophone. Elle accorde une place prépondérante au numérique, aux femmes et aux jeunes comme leviers indispensables pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Elle entend également contribuer à faire de la Francophonie, un espace privilégié d'échanges, de prospérité et de solidarité, en cohérence avec les Stratégies numérique et économique pour la Francophonie adoptées par les Chefs d'États et de gouvernements lors des Sommets de Kinshasa en 2012 et de Dakar en 2014.

PROGRAMME

8 h 30 – 9 h

Accueil des participants.

9 h – 9 h 50

Mots de bienvenue et d'introduction de **M. Kako NUBUKPO**, directeur de la Francophonie économique et numérique (OIF), **M. Mohamed CHAFIKI**, président du groupe de travail ad hoc sur le suivi de la Stratégie économique pour la Francophonie, **M. Alain VERHAAGEN**, président de la Commission économique du Conseil permanent de la Francophonie, **M. Rémy RIOUX**, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Allocution d'ouverture par **S. E. Mme Michaëlle JEAN**, Secrétaire générale de la Francophonie.

Conférence inaugurale « Croissance partagée et développement responsable : les conditions de stabilité du monde et de l'espace francophone » par **M. Christian DE BOISSIEU**, ancien président du Conseil d'analyse économique du Gouvernement français, professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

9 h 50 – 11 h 20

SÉANCE THÉMATIQUE : ENTREPRISES ET TERRITOIRES

Président : **M. Jean-Michel SEVERINO**, ancien directeur général de l'AFD, président d'Investisseur et partenaire pour le développement (I & P).

Moderateur : **Mme Dominique LARESCHE**, journaliste de TV5MONDE.

Panélistes : **M. Jean-Michel DEBRAT**, directeur général de la Fondation Africa France, **Mme Ninon DUVAL-FARRE**, directrice de l'incubateur Bond'innov, **Mme Françoise LEGUENNOU REMARCK**, directrice des Relations institutionnelles du groupe CFAO, **M. François YATTA**, coordonnateur du Réseau africain de développement local.

11 h 20 – 12 h 50

SÉANCE THÉMATIQUE : DIPLOMATIE COMMERCIALE FRANCOPHONE

Président : **M. Alioune SARR**, ministre du Commerce, du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME (Sénégal), président du Réseau des ministres francophones du Commerce.

Moderateur : **Mme Isabelle LASSERRE**, rédacteur en chef adjoint au Figaro.

Panélistes : **M. Medhi ABBAS**, maître de conférences à l'Université Grenoble-Alpes, **M. Serge DEGALLAIX**, secrétaire général de la Fondation prospective et innovation, **M. Viwanou GNASSOUNOU**, secrétaire général adjoint du groupe des États d'Afrique-Caraïbes-Pacifique, **Mme Aïcha Agne POUYE**, Directrice de la Division Support aux entreprises et institutions du Centre du commerce international (CCI), ancienne ministre des PME et du Commerce du Sénégal, **Mme TON Nu Thi Ninh**, ancienne sous-ministre des Affaires étrangères et ancienne vice-présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale du Vietnam.

12 h 50 – 14 h 20

Déjeuner.

14 h 20 – 15 h 50

SÉANCE THÉMATIQUE : LE NUMÉRIQUE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT : ÉCOSYSTÈMES, INNOVATION, BIEN COMMUNS ET CYBERSÉCURITÉ

Président : **M. Éric ADJA**, directeur adjoint de la Francophonie économique et numérique (OIF).

Modérateur : **M. Serge MICHEL**, journaliste au Monde Afrique.

Panélistes : **Mme Solange GHERNAOUTI**, professeur à l'Université de Lausanne, experte internationale en cybersécurité et cyberdéfense, **M. Adrien HOUNGBEDJI**, ancien premier ministre (Bénin), président de l'Assemblée nationale du Bénin, **M. Arnaud POISSONIER**, fondateur et président de Babyloan, **M. Pascal TERRASSE**, secrétaire permanent de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), **M. Florent YOUZAN**, cofondateur du Réseau professionnel numérique Afriworker.

16 h – 17 h 20

SÉANCE THÉMATIQUE : LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DES ÉCONOMIES DANS L'ESPACE FRANCOPHONE

Président : **M. Kako NUBUKPO**, directeur de la Francophonie économique et numérique (OIF), ancien ministre de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques (Togo).

Modérateur : **M. Frédéric MAURY**, journaliste chez Jeune Afrique.

Panélistes : **M. Jaime DE MELO**, professeur émérite à l'Université de Genève, directeur scientifique de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), **M. Bruno LOSCH**, directeur de recherche au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), **Mme Angélique NGOMA**, ancienne ministre de la Défense (Gabon), députée de l'APF, coauteur du Rapport de l'APF sur l'industrialisation endogène de l'Afrique, **M. Henri-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE**, chef de l'unité Afrique, Moyen-Orient et Europe au Centre de développement de l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE),

17 h 20 – 17 h 30

Allocution de **M. Lionel ZINSOU**, ancien Premier ministre (Bénin), coprésident de la Fondation Africa France.

17 h 30 – 18 h

SÉANCE CONCLUSIVE : EN ROUTE VERS ANTANANARIVO, LANCEMENT DE L'AGENCE MALAGASY DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE PROMOTION DES ENTREPRISES

Sous le haut patronnage de **M. Hery RAJAONARIMAMPINANINA**, Président de la République de Madagascar.

Modérateur : **Jean-Louis ATANGANA**, directeur de Cabinet de la Secrétaire générale de la Francophonie.

Orateurs : **M. Hugues RATSIFERANA**, représentant personnel du Président de la République de Madagascar au Conseil permanent de la Francophonie (CPF), **M. Stéphane GENTILI**, président du Forum francophone des affaires, **Mme Michaëlle JEAN**, Secrétaire générale de la Francophonie,

ENTREPRISES ET TERRITOIRES

Le Programme de « **promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes en Afrique subsaharienne francophone** » est l'un des mécanismes d'opérationnalisation de la Stratégie économique pour la Francophonie adoptée par les pays membres au XV^e Sommet de la Francophonie à Dakar (novembre 2014). Ce Programme s'inscrit dans le contexte d'une Afrique subsaharienne marquée par un développement économique rapide et faiblement inclusif, caractérisé par un taux de chômage élevé des jeunes (2 fois plus élevé que celui des adultes) et des femmes.

Pour que les effets de la croissance soient partagés par le plus grand nombre et permettent de réduire les inégalités, la Francophonie favorise l'entrepreneuriat et la création d'emplois stables et décents dans des secteurs d'avenir, innovants et de développement responsable : l'économie verte, l'agriculture durable, l'économie sociale et solidaire, l'économie de la culture, ou l'économie numérique.

Accompagnant une dizaine de pays à ce jour, le Programme s'articule autour de 3 axes d'intervention complémentaires devant permettre de renforcer les écosystèmes locaux, nationaux et régionaux, dans un souci de développement inclusif et raisonné.

- **Le premier volet** vise la pérennisation d'**incubateurs d'entreprises en Afrique francophone**. Ces structures qui ont prouvé leur efficacité dans les pays du Nord depuis plusieurs années, sont en plein développement dans les pays du Sud.
- **Le second volet** appuie le **renforcement de l'environnement entrepreneurial** (institutionnel, normatif, stratégique et financier) dans les pays partenaires afin de faciliter la création et le développement d'entreprises

formelles et d'aider les entreprises à saisir les opportunités de croissance et de développement. Les activités sont menées en étroite collaboration avec les acteurs publics nationaux, ainsi qu'avec nos partenaires institutionnels, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) ou le Centre de commerce international (CCI) notamment.

- Enfin, **le troisième volet** met l'accent sur le développement de **plateformes d'échanges d'expérience et de bonnes pratiques** sur l'emploi et l'entrepreneuriat et la mise en réseau des acteurs. En 2016, le Programme a soutenu la participation de divers bénéficiaires (incubateurs, société civile, jeunes...) à plusieurs événements, notamment au Forum international francophone jeunesse et emplois verts (FIJEV) qui s'est tenu à Moncton (Canada) en juin 2016.

D'autre part, **le Projet francophone d'appui au développement local (Profadel/OIF)** articule la double dimension « entreprises et territoires » via l'implication des communautés de base des zones rurales et périurbaines dans la formulation, la gestion et le suivi de projets locaux créateurs d'emplois et de bénéfices socioéconomiques.

L'objectif de cette session est d'étudier les solutions innovantes en matière d'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. Il s'agit également d'évaluer la pertinence des dispositifs institutionnels existant, notamment en Afrique francophone, dans le souci de construire un écosystème institutionnel favorable au développement de l'entreprise et à la création d'emplois pérennes.

DIPLOMATIE COMMERCIALE FRANCOPHONE

L'espace économique francophone est déjà une réalité de par les relations économiques et commerciales que les pays membres tissent entre eux. Cette réalité pourrait devenir plus structurante lorsque, sur la base du partage du français, ces pays exploitent mieux leurs complémentarités économiques et commerciales (pays développés, pays émergents, PED et PMA), et partagent leurs expériences en matière de développement économique afin de diversifier leurs partenariats économiques et commerciaux et mieux réussir leur insertion dans l'économie mondiale et le commerce international.

Pour contribuer à l'essor de cet espace, le Programme relatif au « développement des échanges économiques internationaux » de la Direction de la Francophonie économique et numérique (DFEN) de l'OIF vise à dynamiser les flux d'échanges économiques et commerciaux entre les régions francophones à travers :

- **le renforcement des capacités nationales et régionales** en formulation, négociation et mise en œuvre des politiques commerciales ;
- **la facilitation et l'appropriation des outils innovants** de coopération Sud-Sud et tripartite.

3 objectifs complémentaires sont privilégiés par la DFEN afin de relever les défis susmentionnés dans le cadre de ce programme :

- **en mettant à la disposition de 15 pays et de 4 organisations d'intégration régionale** en Afrique centrale et de l'Ouest **l'expertise de qualité nécessaire à la formulation, la négociation et la mise en œuvre de leurs politiques commerciales cohérentes**, le projet phare de ce programme, communément appelé « **Hub and Spokes** », contribue

à la création des conditions d'ordre macroéconomique nécessaires à la réalisation de la croissance partagée. Ce projet vise aussi la mise en place de stratégies régionales d'aide pour le commerce ;

- **en promouvant la diffusion et l'appropriation par les pays membres de cette forme de coopération qui permet de mettre ensemble les acteurs du Nord et du Sud, les acteurs institutionnels et non institutionnels, publics et privés (PPP)** dans la réalisation de projets de développement économique, le programme relatif au « développement des échanges économiques internationaux », agit comme une modalité supplémentaire de mobilisation de partenariats nécessaires à la réalisation de la croissance partagée au sein de l'espace francophone ;
- **en facilitant le rapprochement d'opérateurs économiques de différentes régions francophones dans des secteurs prioritaires** comme l'agroalimentaire, le bois, le textile, l'énergie, le programme apporte sa part à l'émergence de modèles mobilisateurs de coentreprises et de co-investissement dans l'espace francophone.

L'objectif de cette session, qui s'inscrit dans le contexte de la création récente (2015) du Réseau des ministres francophones du Commerce est donc d'évaluer la pertinence de ce programme, eu égard aux enjeux et défis de la diplomatie commerciale francophone dans un environnement international marqué par l'essoufflement du multilatéralisme et la promotion de « mega-accords » intra et interrégionaux.

LE NUMÉRIQUE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT : ÉCOSYSTÈMES, BIENS COMMUNS, INNOVATIONS, CYBERSÉCURITÉ

La stratégie numérique de la Francophonie, adoptée par le XIV^e Sommet de la Francophonie à Kinshasa en 2012 a pour objectif d'inscrire résolument l'espace francophone dans la révolution numérique internationale.

Cette stratégie se déploie suivant 3 principaux axes :

- **Le renforcement des écosystèmes nationaux** : pour faciliter la création d'environnements favorables à une société de l'information ouverte, plurielle, transparente, et démocratique, dans une perspective de diversité culturelle et linguistique et d'insertion dans l'économie numérique, l'OIF accompagne les pays dans le renforcement de leurs capacités à construire et à optimiser des écosystèmes numériques nationaux, régionaux et internationaux. Des actions de sensibilisation, de formation et d'accompagnement sont entreprises pour favoriser la contribution des pays en développement aux débats internationaux et régionaux sur la gouvernance d'internet.
- **Le développement des biens communs numériques francophones** : les ressources et dispositifs numériques sont ouverts à tous les utilisateurs, dans une logique de partage favorisant l'innovation, l'accès au savoir, la créativité et la mutualisation des moyens et des coûts. À travers les actions de renforcement de capacités et de mise en réseau de l'OIF, l'expertise africaine dans ce domaine s'accroît, se structure et se fait reconnaître auprès des différents acteurs nationaux et internationaux. C'est notamment le cas dans la création de données et services géolocalisés reposant sur la cartographie numérique collaborative ouverte, dans la promotion des contenus sous licences *Creative commons* et

du domaine public, ou encore dans le soutien de dispositifs numériques de préservation et de valorisation du patrimoine végétal.

- **L'entrepreneuriat numérique** : La question spécifique de l'insertion professionnelle et de l'accès à l'emploi des jeunes et des femmes sur le continent africain est encouragée par des activités de formation à l'entrepreneuriat numérique et de valorisation de leurs créations. Ainsi, le Fonds francophone pour l'innovation numérique (FFIN) soutient la création de solutions numériques innovantes conçues par des jeunes des pays francophones du Sud, pour appuyer les actions publiques de développement de leurs pays. Cette question est également encouragée par la recherche et la mise en place de mécanismes de financement souples et adaptés, répondant aux besoins des acteurs de l'innovation. Enfin, l'appui multiforme du Réseau francophone de l'innovation (Finnov) contribue, à travers les services offerts par sa méta-plateforme en ligne francophonieinnovation.org, à la valorisation de l'innovation et au développement du réseautage au sein de l'espace francophone.

L'objectif de cette session est d'articuler de manière dynamique, les 3 principales dimensions d'appréhension du numérique au sein de la DFEN, à savoir le régalien (cybersécurité), l'inclusion (biens communs numériques) et l'entrepreneuriat (innovation numérique).

LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DES ÉCONOMIES DANS L'ESPACE FRANCOPHONE

Dans la continuité des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la communauté internationale a réaffirmé ses engagements en faveur du développement durable à Rio+20 et a adopté de nouveaux Objectifs de développement durable universels et plus ambitieux. Par l'Accord de Paris, elle a aussi convenu d'œuvrer collectivement pour limiter le réchauffement climatique à 2 °C au-dessus de la période pré-industrielle. Ces nouveaux engagements prennent en considération les dimensions économiques, environnementales et sociales du développement et nécessitent des moyens financiers considérables dont la mobilisation est un enjeu primordial, notamment pour les pays les plus pauvres et fragiles, qui doivent parallèlement conduire la transformation structurelle de leurs économies. **Pour la DFEN, il apparaît urgent de passer d'une croissance principalement fondée sur l'exploitation des ressources naturelles et le secteur agricole, peu inclusive et souffrant de fortes inégalités, à une économie plus diversifiée, fondée sur des activités à plus forte valeur ajoutée et permettant une croissance durable, résiliente, plus redistributrice et créatrice d'emplois pour tous.**

La Francophonie accompagne depuis plusieurs années la concertation et le plaidoyer de ses pays membres à faible revenu sur les questions liées au financement du développement et soutient leur participation active aux processus de discussions et de décisions internationaux, afin que leurs préoccupations soient entendues et prises en compte. Le Réseau des ministres des Finances des pays à faible revenu de la Francophonie, qui regroupe les pays éligibles aux fonds concessionnels de l'IDA (Association internationale de développement), a pour objectifs

d'échanger sur des thèmes d'intérêt commun prioritaires, de partager les expériences et les connaissances et d'adresser des propositions à la communauté internationale. Leurs échanges se sont centrés sur la viabilité de la dette, les financements innovants, la modernisation de l'aide publique au développement. Plus récemment, **les ministres se sont particulièrement penchés sur la réforme de la fiscalité internationale et les politiques fiscales pour la mobilisation des ressources intérieures.** Les partenariats publics privés pour le financement des infrastructures et les financements mixtes, qui figurent également parmi leurs intérêts prioritaires, feront l'objet d'échanges dans l'avenir.

Cette stratégie de plaidoyer et de concertation se déploie à travers divers partenariats (par exemple : le Commonwealth, le Caucus africain ou l'Initiative pour la transparence des industries extractives, dont les thèmes d'intérêt convergent avec ceux des pays francophones à plus faibles revenus).

L'objectif de cette session est de dessiner les enjeux et les défis de la transformation structurelle des économies de l'espace francophone, notamment l'articulation entre le court et le moyen-long termes. L'impératif de consolidation budgétaire ne semble pas toujours compatible avec la nécessité d'effectuer des investissements massifs en infrastructures afin d'atteindre le développement des économies de l'espace francophone. La donne démographique confère un sentiment d'urgence à la transformation structurelle des économies, notamment pour l'emploi des femmes et des jeunes, mais aussi dans une dynamique d'industrialisation de l'Afrique, qui fait débat.

BIOGRAPHIES

Mehdi ABBAS est maître de conférences en économie politique à l'Université de Grenoble-Alpes, chercheur au sein du laboratoire Pacte du CNRS (Politiques publiques, action politique, territoires) et associé au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM). Il est spécialiste de l'économie politique internationale, des régulations commerciales multilatérales dans le cadre des négociations de l'OMC et des enjeux de commerce et de développement international pour les pays les moins avancés. Il développe également une recherche sur l'articulation climat-énergie-commerce dans l'économie mondiale.

Eric ADJA est directeur adjoint de la Francophonie économique et numérique (DFEN). Avant ses fonctions actuelles, il occupa successivement les fonctions de directeur de l'OING Innovations et réseaux pour le développement; de conseiller du Président de la République du Bénin en charge des questions de Communication, de la Diaspora, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes; de professeur à l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin; et de directeur général par intérim de l'Observatoire international des transferts de fonds des migrants des pays les moins avancés (OITFM-PMA).

Mohamed CHAFIKI est directeur des Études et des prévisions financières au ministère de l'Économie et des Finances. Il a été professeur d'économie à l'Université de Rabat jusqu'en 1997. En 1998, il devient chef de Cabinet de Fathallah Oualalou, ministre marocain de l'Économie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme. Mohamed Chafiki est également membre fondateur du Centre pour l'intégration en Méditerranée lancé par la Banque mondiale, conjointement avec la Banque européenne d'investissement, les gouvernements égyptien, français, jordanien, libanais, marocain, tunisien et la Ville de Marseille.

Jean-Michel DEBRAT est spécialiste du financement du développement. Il fut conseiller technique de Roland Dumas de 1990 à 1992, puis conseiller financier pour l'Afrique au ministère des Finances et directeur général délégué de l'Agence française de développement (AFD). En 2002, il en prit le poste de directeur général adjoint et en 2010 deviendra le directeur régional Afrique du Sud. Depuis 2014, Jean-Michel Debrat est conseiller entrepreneuriat social à l'AFD et, depuis novembre 2015, directeur général de la fondation Africa France.

Christian DE BOISSIEU est docteur d'État et agrégé des Facultés de Droit et de Sciences économiques, diplômé de l'IEP de Paris. Ancien président délégué du Conseil d'analyse économique auprès du Premier Ministre français, il dirige le master banque-finance de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et enseigne au Collège d'Europe à Bruges, tout en assurant la direction scientifique du Centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Jaime DE MELO est professeur à l'Université de Genève et membre de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) et du Centre for Economic Policy Research (CEPR). Entre 1980 et 1993, il a occupé divers postes dans l'ancien Département de recherche à la Banque mondiale où il était le chef de service de la Division de Politique commerciale. Il a ensuite été professeur invité au Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI), Université d'Auvergne et à l'Université d'Aix-Marseille, ainsi qu'à l'Institut de commerce mondial, dont il est un des fondateurs.

Serge DEGALLAIX, ancien haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, ses premiers postes le conduisent au Cameroun et en Iran, où il assiste en spectateur privilégié à la Révolution de 1979. Nommé ambassadeur

au Bangladesh en 1989 puis à Hanoi en 1996, il est appelé à Matignon en 2002 par Jean-Pierre Raffarin comme conseiller pour la Diplomatie et les Affaires stratégiques. Actuellement, Serge Degallaix est le secrétaire général de la Fondation prospective et innovation.

Ninon DUVAL-FARRÉ est présidente-fondatrice de l'incubateur Bond'innov 2011. Elle a été plusieurs années consultante indépendante dans le management de l'innovation et a développé le programme Paris Mentor avec les incubateurs de la Ville de Paris et de la région Île-de-France. Cofondatrice de Vegetal Fabric et associée dans l'aventure alafolie.com, Ninon Duval-Farré a débuté sa carrière dans des projets web de grands groupes média à Paris et à Londres.

Stève GENTILI est Président du Conseil d'Administration de la BRED et Président du Conseil de Surveillance du Groupe Banque populaire et Caisse d'épargne. Titulaire d'une licence en informatique et gestion et diplômé du Collège des sciences sociales et économiques, Stève Gentili a débuté sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances. Il a été jusqu'en 2004 dirigeant d'une importante société du secteur agroalimentaire. Il est également un expert des relations entre la France et les pays francophones, en qualité de président de l'Organisation économique du Sommet des chefs d'État francophones et président du Forum francophone des affaires.

Solange GHERNAOUTI, docteur de l'Université Paris VI et membre de l'Académie suisse des sciences techniques, elle dirige le Swiss Cybersecurity Advisory and Research Group ainsi que professeure en sécurité de l'information à la faculté des HEC de l'Université de Lausanne. Experte internationale en cybersécurité auprès d'instances onusiennes, gouvernementales et d'institutions privées, elle a été nommée comme l'une des 100 personnalités représentatives de la Suisse romande et a été incluse parmi les 300 personnalités les plus influentes de Suisse.

Vivanou GNASSOUNOU, de nationalité togolaise, est un économiste expert en finance et management de projets. Spécialiste des politiques commerciales des matières premières de 2003 à 2013 au sein du groupe d'États ACP (pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique), il en est nommé Secrétaire général adjoint en 2015. Titulaire d'un master en analyse économique et politique, il est aussi détenteur d'un diplôme d'Études approfondies en développement économique ainsi que d'un diplôme d'Études supérieures spécialisé en économie du développement et en management des projets de développement.

Adrien HOUNG BÉDJ est un homme politique béninois, président du Parti du renouveau démocratique (PRD). Il fut Premier ministre de 1996 à 1998, sous la présidence de Mathieu Kérékou. Il est actuellement président de l'Assemblée nationale du Bénin, 7^e législature. Membre de l'Académie des sciences d'outre-mer, il a été élu coprésident du Parlement ACP-UE en 2001.

Françoise LE GUENNOU REMARCK commença sa carrière chez Ernst & Young à Paris en 1986 avant de rejoindre Canal+ Côte d'Ivoire en 1992 où elle contribua à la création de cette filiale. Elle devint par la suite présidente directrice générale de Canal+ Côte d'Ivoire jusqu'en 2010 où elle fut nommée directrice des relations institutionnelles et de la communication au sein de Canal+ Afrique. Depuis 2015, Françoise Le Guennou Remarck est directrice des Relations institutionnelles et de la Communication du Groupe CFAO.

BIOGRAPHIES

Bruno LOSCH, directeur de recherche du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), a été attaché à la Banque mondiale (2005-2011) où il était responsable de la coordination du programme de RuralStruc sur « les dimensions structurelles de libéralisation sur l'agriculture et le développement rural ». Bruno Losch a également occupé un poste à l'Institut d'études internationales à l'Université de Californie, Berkeley en collaboration avec le programme d'Avenir rural du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Angélique NGOMA plonge pour la première fois dans l'administration publique comme enseignant et chef d'établissement, à l'âge de 25 ans. Diplômée des sciences des gestions et comptabilité, elle suit un parcours politique à l'école du Parti démocratique du Gabon en s'impliquant dans les mouvements des femmes du parti. Lors de l'élection d'Ali Bongo en tant que Président du Gabon, elle est nommée ministre de la Défense puis ministre du Travail, de l'Emploi et de la Prévoyance sociale.

Kako NUBUKPO est un économiste agrégé. Ancien ministre de la Prospective et de l'évaluation des politiques publique du Togo, ex-chef du service des Actions extérieures de formation au siège de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), il fut chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et dirigera le pôle d'analyse économique de l'UEMOA à partir de 2010. Depuis 2016, Kako Kossivi Nubukpo est directeur de la Francophonie économique et numérique.

Arnaud POISSONNIER est un ancien banquier spécialiste en gestion de fortune. Il a découvert le microcrédit au Tadjikistan, grâce à un partenariat de compétence pour OXUS — la branche microcrédit de l'ONG française ACTED. En février 2008, en partenariat avec ACTED, la BRED et le Crédit coopératif, il se lance dans la finance « utile » et crée la société ABC Microfinance, qui administre le premier site internet européen de microcrédit solidaire à destination des pays du Sud. Il est actuellement président de la société Babyloan.

Aïcha Agne POUYE a été nommée directrice de la division du Support aux entreprises et institutions du Centre de commerce international (CCI) en août 2006. Ancienne ministre des Petites et moyennes entreprises et du Commerce en charge des Négociations commerciales multilatérales, des Stratégies de promotion des exportations et des Stratégies d'assistance au secteur privé au sein du gouvernement du Sénégal, Mme Pouye a également dirigé le programme MCA mis en œuvre au Sénégal sous la conduite de MCC, initiative du Gouvernement américain visant à accélérer la croissance économique et à réduire la pauvreté au Sénégal.

Hery RAJAONARIMAMPINANIN, es le Président de la République de Madagascar, depuis le 25 janvier 2014. Directeur des études à l'Institut national des sciences comptables de l'administration d'entreprises (INSCAE), en 1991 ; il exerce en parallèle sa profession d'expert-comptable. Il enseigne également à l'université d'Antananarivo et à l'IAE de Metz en France. En 2003, il accède à la présidence de l'ordre des experts-comptables et commissaires aux comptes de Madagascar. En 2009, il est nommé ministre des Finances et du Budget. Son pays est l'hôte du prochain Sommet de la Francophonie, du 24 au 26 novembre 2016, à Antananarivo..

Hugues RATSIFERANA intégra la compagnie nationale Air Madagascar à l'âge de 19 ans. En 1992, il devient pilote de ligne puis commandant de bord. En 2011, il fut nommé directeur général d'Air Madagascar jusqu'en juillet 2014, date de sa démission. Il est actuellement le représentant personnel du Président de la République de Madagascar au Conseil permanent de la Francophonie ainsi que président du Conseil national d'orientation (CNO).

Rémy RIOUX commença sa carrière en tant que chef du Bureau de coopération monétaire et développement avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique rattachés à la zone Franc. Il occupa ensuite le poste de sous-directeur des Affaires financières internationales et du Développement pour devenir directeur de Cabinet de Pierre Moscovici. En 2015, il est nommé Secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères et du Développement international. Depuis 2016, Remy Rioux est directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Alioune SARR est ministre du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME du Sénégal depuis février 2013. Il a été chef du Département système d'informations et contrôle de gestion, responsable de l'informatique à la Société sénégalaise des Phosphates puis consultant spécialisé dans l'organisation des systèmes d'information jusqu'en 2012, puis directeur général de l'Agence sénégalaise de promotion des exportations (ASEPEX).

Jean-Michel SEVERINO est président d'Investisseurs & Partenaires, du conseil d'administration d'EBI ainsi que des comités d'audit d'Orange, et de Danone. Ancien conseiller technique au Cabinet de Jacques Pelletier, il a été chef du service Macroéconomie et Coordination géographique au ministère de la Coopération et du Développement puis directeur du Développement. Il entrera ensuite à la Banque mondiale en tant que directeur Europe centrale et Balkans puis vice-président pour l'Extrême Orient. Jean-Michel Severino deviendra ensuite directeur général de l'Agence française de Développement (AFD) jusqu'en 2010.

Henry-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE est chercheur en politique commerciale internationale. Assistant-chercheur au Centre de développement de l'OCDE, il travailla notamment sur le secteur commercial informel et l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale. Spécialiste dans l'intermédiation financière et les politiques commerciales de l'Union européenne, il intégra pendant quelque temps le Centre européen de la gestion de politique de développement (ECDPM, Maastricht) et l'Institut de développement étranger (ODI, Londres) où il concentra sa recherche sur les politiques commerciales des pays en voie de développement.

Pascal TERRASSE, député de l'Ardèche et Secrétaire général parlementaire de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, il fut durant 10 ans vice-président du Groupe socialiste à l'Assemblée nationale. En décembre 2005, il devient Secrétaire national du Parti socialiste en charge des questions de santé auprès de François Hollande. Président du groupe d'amitié France-Côte d'Ivoire, il prend le poste de Secrétaire national du Parti socialiste à la Protection sociale en 2012.

TON Nu Thi Ninh est élue députée de 2003 à 2007, et siège en qualité de vice-présidente de la Commission des Affaires étrangères du Vietnam. Elle continue parallèlement à s'investir au profit du développe-

BIOGRAPHIES

ment de son pays, considérant que l'éducation en constitue une des dimensions majeures. En 2007, elle devient présidente du Comité fondateur de l'Université internationale Tri Viêt. Membre du Comité central exécutif de l'Union des Femmes du Vietnam de 1996 à 2000, elle fondera en 2007 le Réseau des femmes vietnamiennes ouvertes à la globalité.

François YATTA est docteur en économie urbaine et régionale et membre de l'Institut international des finances publiques, de l'Association de science régionale de langue française et du groupe de réflexion Development Finance Network de l'OCDE. Il a tout d'abord été chercheur au sein de l'Observatoire de l'économie et des institutions locales et de l'Institut d'urbanisme de Paris. Il sera ensuite associé au Programme de développement municipal, puis au Partenariat pour le développement municipal. Depuis, François Yatta coordonne le Local Economic Development network of Africa (Réseau des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique).

Alain VERHAAGEN est docteur en coopération au développement, directeur chargé de la Coopération au développement et de la Francophonie, auprès de Wallonie-Bruxelles International. Ancien conseiller pour les Relations internationales au sein du cabinet du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française de Belgique, Hervé Hasquin, de 1999 à 2002, Alain Verhaagen est aussi le président de la Commission économique du Conseil permanent de la Francophonie.

Florent YOUZAN est un activiste pour la promotion des données ouvertes et des logiciels libres. Il a mené plusieurs études sur l'apport des technologies dans le développement des territoires africains. Spécialisé depuis 5 ans dans les TIC et les transformations sociales, il s'intéresse aux questions de l'innovation ascendante, des technologies frugales et des données ouvertes. Florent Youzan est aussi le cofondateur d'Ovillage (tiers-lieu libre et open source, un espace d'intelligence collective et d'innovation sociale) ainsi que du réseau professionnel numérique Afriworker.

Lionel ZINSOU est un économiste franco-bénois, anciennement Premier Ministre du Bénin. Il fait partie depuis 2009 du comité exécutif de PAI Partners, le plus important fonds d'investissement français. Ancien Professeur à l'ENS et à l'ENA, ancien Conseiller du Premier Ministre français Laurent Fabius, il est spécialiste de la finance et de l'économie, et a notamment été associé gérant de la banque d'affaires Rothschild. Il est actuellement le coprésident de la fondation Africa France et l'un des piliers de l'« afrop-timisme ».

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble à ce jour 80 États et gouvernements, dont 57 membres et 23 observateurs. Le Rapport sur la langue française dans le monde 2014 établit à 274 millions le nombre de locuteurs de français.

Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

57 États et gouvernements membres et associés

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Royaume de Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • République centrafricaine • Chypre • Comores • Congo • République démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • Ex-République yougoslave de Macédoine • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Principauté de Monaco • Niger • Qatar • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

23 observateurs

Autriche • Bosnie-Herzégovine • Costa Rica • Croatie • République dominicaine • Émirats arabes unis • Estonie • Géorgie • Hongrie • Kosovo • Lettonie • Lituanie • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Serbie • Slovaquie • Slovénie • République tchèque • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

Contacts de la Direction de la Francophonie économique et numérique (DFEN) :

Marie Thérèse NDIONE, attachée de programme, (+33) 1 44 37 71 93, ndionem@francophonie.org

Fatimata TRAORÉ, assistante de gestion, (+33) 1 44 37 71 82, fatimata.traore@francophonie.org

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21 avenue Bosquet, 75007 Paris (France)

Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

www.francophonie.org

   OIFfrancophonie

